Primature : Renforcement des Capacités des Cadres de la Primature et de l'Administration en Matière de Marchés Publics

MALI

1789

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 18 JUIN 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION





Audit des partis politiques

Assainir oui, étrangler la démocratie non !



Promesse fantôme : La relance du train voyageur s'enliserait-elle définitivement ?



Dette Publique au Mali : Succès de l'Opération de Levée de Fonds sur le Marché de l'UEMOA


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Audit des partis politiques : Assainir oui, étrangler la démocratie non ! **P.4**

Brèves /

Dette Publique au Mali : Succès de l'Opération de Levée de Fonds sur le Marché de l'UEMOA **P.10**

Journée mondiale de donneur de sang : Le ministère de la Santé et du développement social engage une lutte pour intensifier la sensibilisation pour l'autosuffisance de la banque de sang **P.10**

L'Oncle Glacier : Une Histoire de Solidarité Numérique qui Transforme des Vies en Côte d'Ivoire **P.11**

Primature : Renforcement des Capacités des Cadres de la Primature et de l'Administration en Matière de Marchés Publics **P.11**

Actualité /

Equipements militaires : Drabo et Dabitao rejettent les accusations **P.13**

Promesse fantôme : La relance du train voyageur s'enliserait-elle définitivement ? **P.16**

Politique /

De 18 mois à 15 ans de pouvoir sans limite : Des acteurs publics s'insurgent19 **P.19**

Lettre à grand-père : La mort de l'empathie ! **P.21**

Culture & société /

Faits divers : Quand l'autorité du chef de famille vire au drame **P.23**

International /

Xi Jinping : La Chine est disposée à travailler avec le Kazakhstan pour contribuer davantage à la paix et au développement régionaux et mondiaux **P.24**

Chine :« Citations classiques par Xi Jinping » diffusées dans cinq pays d'Asie centrale **P.25**

Sport /

Les Jeux de l'Alliance des Etats du Sahel : Plus de 500 athlètes attendus à Bamako **P.26**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Audit des partis politiques Assainir oui, étrangler la démocratie non !

Le décor est planté. La Section des Comptes de la Cour Suprême du Mali vient de franchir un nouveau cap : un audit XXL visant à passer au crible 25 ans de financement public des partis politiques. Toutes les formations politiques ayant bénéficié des fonds publics entre juillet 2000 et mai 2025 sont désormais sommées de produire un arsenal complet de documents comptables : bilans financiers, pièces justificatives, relevés bancaires, journaux de caisse, rapprochements comptables... Et le délai est court : au plus tard le 30 juin 2025.

Un assainissement longtemps attendu

Sur le principe, qui pourrait contester la nécessité d'un tel exercice ? Pendant des décennies, le financement public des partis politiques a été un terrain miné d'opacité. Des dizaines de milliards de francs CFA ont été injectés sans contrôle sérieux, au nom du soutien au pluralisme démocratique. En réalité, ces fonds ont souvent nourri des pratiques



douteuses : enrichissement personnel, clientélisme politique, financement parallèle de réseaux électoraux et, parfois même, enrichissement de cercles familiaux ou communautaires.

Le citoyen malien, contraint de se débrouiller chaque jour face à l'absence d'écoles décentes, d'hôpitaux fonctionnels, de routes praticables ou d'eau potable, a toutes les raisons d'exiger des comptes sur l'utilisation de ses impôts. L'idée d'auditer sérieusement cette manne publique sonne, à première vue, comme une victoire de la transparence longtemps réclamée.

Mais quelle est la vraie finalité ?

Cependant, au-delà de cette nécessité évidente d'assainissement, une autre interrogation, bien plus politique, surgit : pourquoi maintenant ?

Il faut rappeler le contexte. Depuis plusieurs mois, les autorités de la transition ont déjà entrepris un démantèlement en règle de la scène politique classique :
• dissolution des partis politiques historiques,
• suspension des associations jugées subversives,
• contrôle renforcé des médias indépendants,
• répression des mouvements sociaux critiques.

La classe politique malienne, déjà affaiblie, divisée et délégitimée par ses propres turpitudes passées, se retrouve méthodiquement décimée. Et c'est précisément au moment où toute opposition organisée a été neutralisée qu'on lance cette vaste opération d'audit financier. Le calendrier interpelle.

L'audit est-il véritablement au service de la transparence, ou constitue-t-il l'acte final d'une stratégie plus cynique visant à neutraliser définitivement ce qu'il reste de l'opposition politique au Mali ?

L'audit comme instrument de purge politique ?

Car il faut bien le dire sans détour : l'audit comptable est l'arme parfaite pour anéantir un adversaire politique.

• Tout manquement administratif, aussi mineur soit-il, peut donner lieu à des sanctions lourdes.
• Des justificatifs égarés depuis quinze ou vingt ans peuvent devenir des prétextes à des poursuites judiciaires.
• Les anciens dirigeants de partis peuvent se retrouver exposés à des accusations publiques de détournement, alimentant une campagne de diabolisation orchestrée.

Il ne s'agit pas ici de nier les nombreuses dérives financières qui ont miné la crédibilité des partis maliens."Mais instrumentaliser ces défaillances pour transformer l'espace politique en désert institutionnel est une logique dangereuse qui installe peu à peu un système sans contrepoids.

Un pluralisme déjà exsangue

La démocratie malienne, pourtant si durement acquise au prix de plusieurs insurrections populaires, est aujourd'hui à la croisée des chemins. Avec la disparition progressive des partis, la fermeture du débat public et la criminalisation des voix critiques, le pays glisse lentement mais sûrement vers une gouvernance sans pluralisme. Une démocratie privée de partis politiques est une démocratie sans oxygène.

Or l'histoire africaine est riche d'exemples où des régimes ont tenté de justifier l'autoritarisme par le prétexte de l'assainissement



moral ou institutionnel. Résultat : stagnation politique, radicalisation des frustrations populaires, crise de confiance durable.

La frontière dangereuse entre assainissement et autoritarisme

Oui, il faut assainir. Oui, il faut rendre des comptes. Mais dans un cadre impartial, généralisé, transparent et équitable. Il ne peut y avoir d'audit sélectif visant uniquement les ennemis politiques, pendant que d'autres poches d'opacité financière — parfois bien plus actuelles — continuent de prospérer sans le moindre contrôle.

La transition joue ici sa crédibilité. Elle peut prouver qu'elle œuvre sincèrement pour une République assainie et juste. Mais si l'audit vire au règlement de comptes politique, elle rejoindra la longue liste des régimes de transition qui ont sacrifié le pluralisme au nom d'une moralisation à géométrie variable.

Le Mali a besoin d'une vraie démocratie, pas d'une façade de légitimité écrite à la gloire des vainqueurs du moment.

En définitive, assainir oui. Régler des comptes politiques non. Faire taire la démocratie sous prétexte de moralisation : jamais !

Moctar Sow



Daouda Bakary Kone



Remarque : le conflit entre l'Iran et Israël montre que, désormais, c'est la dimension technologique des armées qui fait la différence. Les hommes de troupe sont devenus des proies faciles pour les drones. Ce ne sont plus les muscles ni les kalach rouillées qui décident de l'issue d'un affrontement, mais le cerveau, les algorithmes, et les frappes à distance. La guerre moderne ne se gagne plus à la force brute,elle se programme. Par IBrahom Kalim Sidibé /A nos armées de s'y adapter.

Modi Sidibé



La justification des fonds alloués aux politiques est une bonne initiative mais le rapport de ce que le vegal à pu toucher? les équipements? Devanture portes folo?

Leronier. ml



ALERTE Derrière les rideaux de fumée médiatiques, un tournant majeur est en marche au Moyen-Orient.
Des avions-cargos militaires russes et chinois ont atterri en série en Iran, livrant des missiles, armes de précision et systèmes de défense anti-aérienne de dernière génération.
Objectif : transformer le ciel iranien en zone interdite aux F-35 israéliens.
Selon des sources proches du commandement, les S-400 russes et les HQ-22 chinois seront opérationnels dans les heures qui viennent autour de Téhéran et des sites sensibles.
Pékin et Moscou veulent un test grandeur nature de leur matériel contre les avions furtifs de l'OTAN.
Ce n'est plus un simple conflit régional. C'est un laboratoire stratégique, une zone d'expérimentation militaire conjointe sino-russe sur fond d'effondrement de la domination aérienne occidentale.
#leronier.ml



Ammy Baba Cisse



Un pays, qui dispose, dit-on de ses bases de données, est incapable de délivrer des NINA à ceux qui peinent à en avoir.

Koureichy Cisse



Après Palestine et Iran, un islam*ste doit avoir honte d'attaquer le Mali. S'il veut mour*r pour Allah, c'est maintenant.

Sekou Cherif Traore



La télévision d'État iranienne déclare : « Ce soir, une grande surprise va se produire, une surprise dont le monde se souviendra pendant des siècles. »

Sambou Sissoko



Les villageois sont terrorisés par le JNIM et les citadins sont tenus dans le mensonge. Voilà le bilan des 5 ans d'Assimi Goïta

Primature de la République de Guinée ·

Coopération bilatérale : le président de le République S.E. le Général Mamadi Doumbouya, effectue un important déplacement en République soeur de Côte d'Ivoire pour une visite d'amitié et de travail.
En droite ligne de ses aspirations républicaines et patriotiques, le Président de la République, Son Excellence le Général Mamadi DOUMBOUYA, poursuit son offensive diplomatique dans la sous-région, sur le continent et à l'échelle mondiale.
C'est dans ce cadre que, ce mardi 17 juin 2025, le Chef de l'État a

quitté Conakry à destination d'Abidjan, en République de Côte d'Ivoire, pour une visite d'amitié et de travail au cours de laquelle il rencontrera son homologue, Son Excellence Alassane OUATTARA.
Placée sous le sceau de l'unité, de la paix et du panafricanisme en action, cette visite s'inscrit dans la dynamique de renforcement des liens de fraternité et de coopération entre nations africaines souveraines et solidaires, au service du bien-être des populations.
https://urls.fr/nS9zS9
DCI-PRG



Casimir Sangala



Il y a des professions accessibles en quelques heures ou juste quelques semaines. Il y a des professions qui exigent des mois ou de longues années, des titres, des autorisations, etc. Évitez de tout comparer !

Le terrorisme a toujours été la méthode des faibles qui se cachent pour agir. Soutien aux FAMAs.

Mission de consultation 2025 du FMI au Mali : " la croissance du PIB réel devrait atteindre 5,0% en 2025 et 5,4% en 2026". Une économie résiliente et une véritable prouesse !

Blanchiment d'argent et financement du terrorisme : le Mali retiré de la liste des pays sous surveillance renforcée du Groupe d'action financière (GAFI). Un progrès notable !

France : Sarkozy, deuxième chef d'Etat français, après le Maréchal Pétain, à être privé de la légion d'honneur et retiré de l'ordre national du mérite.

Coopération sud-sud : la Chine s'engage à supprimer les droits de douane pour 53 pays africains, prête à étendre sa politique de zéro droit de douane pour couvrir 100% des lignes tarifaires.

Lyncheries mortelles, veulerie, agressivités, art. 320, clowneries, vaudevilles en tréteaux et réseaux sociaux : où va la jeunesse ?

Issiaka Tamboura



Justice/ Le procès dit "avion présidentiel et équipements militaires" reprend son cours normal. L'incompétence de la cour soulevée lundi par les avocats de la défense a été rejetée par la Cour qui se prévaut de l'article 56 de la Loi n° 2024-030 du 13 décembre 2024 portant organisation judiciaire en République du Mali.

CHAPITRE XI : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 56 : Les juridictions continuent à connaitre des matières qui leur sont dévolues dans leur organisation actuelle en attendant la mise en œuvre progressive des dispositions de la présente loi.

Elles continuent, également, dans les mêmes conditions à recevoir compétence dans leurs ressorts actuels.

Yeah Samake



Visite de chantier : Un partenariat qui change des viesSon Excellence Ambassador Yeah Samake a effectué une visite de chantier accompagnée d'une délégation de haut niveau de la Fondation Stirling, venue spécialement des États-Unis d'Amérique.Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi des projets humanitaires en cours réalisés en partenariat avec Empower Mali. Elle témoigne de l'engagement commun à améliorer durablement les conditions de vie des populations à travers l'accès à l'éducation, à l'eau potable, et à des infrastructures essentielles.Unis dans l'action, nous croyons que chaque projet réalisé est une étape de plus vers un Mali plus fort, plus digne et plus solidaire.
Rappelons nous toujours que #DirigerCestServir #StirlingFoundation #EmpowerMali #PartenariatInternational #DéveloppementCommunautaire

Malick Konate



Quand le souverainisme se prosterne
Nous y voilà : un président qui prétend incarner la souveraineté du Mali, mais qui avoue, sans trembler, avoir reçu ses consignes économiques... du Kremlin. Pas des experts maliens, pas des institutions nationales, pas du peuple. Non. De Vladimir Poutine en personne.
Selon Assimi Goïta, « le partenaire sur le plan sécuritaire est déjà verrouillé », comprenez : sous contrôle russe, et désormais, place aux « partenariats économiques ». Et comble de l'indécence, il justifie l'opacité par la « géopolitique et la géostratégie » : pas de budget

annoncé, pas de durée précisée. Ko « c'est le résultat qui compte ». Dohi Bilaye ! Wuya dô ! Wuya Bilaye ! C'est exactement ce qu'ils avaient dit pour la centrale solaire : un montant, une date, une fanfare... et deux ans plus tard, toujours rien. Des experts du mensonge. À force de vouloir plaire à Moscou, ils ont transformé l'État malien en dépendance économique, politique et symbolique. Ce régime ne construit rien : il camoufle, il récite, il exécute. Et certains osent encore parler de souveraineté retrouvée ? Non. Ce n'est pas de la souveraineté, c'est une allégeance déguisée. Une sous-traitance honteuse, estampillée ours blanc.
#Bèki_Takè #BigDohi

La dernière pierre ne se pose pas, elle se lance !
Au Mali, poser une première pierre n'est plus un acte politique ; c'est devenu une addiction présidentielle. Depuis sa prise de pouvoir en 2020, Assimi Goïta, le président de la transition, multiplie les cérémonies pompeuses où il pose inlassablement des premières pierres sans que jamais une seule infrastructure concrète ne voie le jour. À force de manier la truelle sans jamais mélanger le béton, Goïta s'est érigé en « chef des maçons » de la propagande nationale.
Dernier épisode grotesque de cette comédie macabre : la raffinerie nationale d'or à Sénou. En juin 2025, sous le regard approbateur du Kremlin, Goïta posait solennellement la « première pierre » d'une usine dont la première pierre a été posée en 2013, exactement au même endroit, avec la même capacité, par Dioncounda Traoré, alors président intérimaire. Ainsi, « Quand on veut noyer son chien, on l'accuse de la rage », et quand on veut endormir le peuple malien, on recycle sans vergogne les vieilles pierres et les promesses fanées.
Ce spectacle risible serait simplement pathétique s'il ne traduisait pas une réalité dramatique : un pays enfoncé dans une souveraineté de pacotille orchestrée à distance depuis Moscou. Depuis l'arrivée des Russes, le Mali collectionne les promesses creuses : centrales solaires fantômes à Sanankoroba, Tiakadougou, Diakorobougou, relance du trafic ferroviaire Bamako - Kayes toujours absent, sans oublier l'irréaliste centrale nucléaire annoncée avec fracas.
Certes, le secteur militaire enregistre quelques rares succès, notamment avec les camps de Bougouni et Koutiala, effectivement inaugurés. Mais ces exceptions peinent à cacher la réalité plus large d'un pays figé par une politique d'affichage, loin de répondre aux attentes économiques, sociales et sécuritaires de la population.
Face à ce mirage, force est de constater que la coopération russo-malienne se résume à du vent. "On ne peut pas manger la promesse," dit un proverbe malien, et à ce jour, la Russie ne sert au Mali que des illusions. La seule contribution tangible russe est une cargaison d'armements destinés non aux FAMa mais aux mercenaires d'Afrika Corps, dont certains équipements proviennent directement des surplus militaires utilisés en Syrie sous Bachar el-Assad. Ces armements, honteusement déguisés en aides officielles, transitent par la Guinée pour être discrètement exhibés par les vidéomans - activistes propagandistes des réseaux sociaux.
Chaque drone détruit, chaque aéronef abattu révèle ainsi la vérité embarrassante que le régime tente vainement de cacher : ces armes servent des intérêts privés, au détriment de la souveraineté nationale et des Forces armées maliennes elles-mêmes.
La vérité est cruelle : Assimi Goïta et sa clique ne sont que des sous-traitants dociles d'une souveraineté fantoche imposée par la Russie. Ces premières pierres posées en grande pompe deviennent finalement des pierres tombales sous lesquelles sont ensevelies l'espérance, la dignité et l'avenir du peuple malien.
À force d'accumuler des pierres sans jamais construire, la colère populaire risque bientôt de transformer ces symboles factices en projectiles contre un régime militaro-maçonnique qui préfère bâtir des mirages plutôt que des écoles, des hôpitaux ou une véritable sécurité nationale.
#Bèki_Takè #Bèki_Takè #ChefMaçon



Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Dette Publique au Mali : Succès de l'Opération de Levée de Fonds sur le Marché de l'UEMOA



L'État malien a récemment mené avec succès une opération de levée de fonds sur le marché régional de la dette publique, récoltant un montant total de 30 milliards de F CFA (52,8 millions de dollars) grâce à la forte participation des investisseurs nationaux. Cette initiative a été largement saluée pour son impact positif sur le financement intérieur et le développement économique du pays.

Les investisseurs maliens ont massivement répondu à l'appel, contribuant à hauteur de 70,75 % du montant total levé, soit 21,6 milliards de F CFA. Cette mobilisation significative de l'épargne intérieure témoigne de l'intérêt croissant des acteurs nationaux pour le financement des politiques publiques et des projets de développement. De plus, des investisseurs de pays voisins tels que la Guinée-Bissau, le Burkina Faso, le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont également participé à l'opération, soulignant ainsi l'importance régionale de cette initiative.

Bance Boukaré, expert en marchés financiers, a souligné l'importance de la participation des investisseurs maliens comme un signal positif pour l'économie nationale. Il a appelé à une plus grande implication des entreprises, des institutions financières et des citoyens dans ce type d'opérations, mettant en avant le fait que chaque souscription contribue directement au financement d'infrastructures essentielles telles que des hôpitaux, des écoles ou des routes.

L'opération a proposé trois types d'instruments financiers : des bons du Trésor à 364 jours, des obligations à 3 ans et des obligations à 5 ans. Les souscriptions ont principalement porté sur les bons à court terme, tandis que les obligations à plus long terme ont suscité moins d'engouement de la part des investisseurs, ces derniers privilégiant des durées plus courtes pour leurs prêts.

Les taux d'intérêt offerts lors de cette opération sont supérieurs à ceux des émissions précédentes du Mali, reflétant ainsi les conditions actuelles du marché régional. Ce succès intervient dans un contexte où de nombreux pays membres de l'UEMOA font face à des contraintes budgétaires et cherchent à diversifier leurs sources de financement tout en offrant des rendements attractifs aux investisseurs.

L'opération de levée de fonds sur le marché régional de la dette publique au Mali a été un franc succès, témoignant de la confiance des investisseurs nationaux et régionaux dans l'économie du pays. Cette mobilisation de l'épargne intérieure ouvre de nouvelles perspectives pour le financement du développement et la réalisation des objectifs économiques du Mali dans les années à venir.

Fatou Sissoko

L'Oncle Glacier : Une Histoire de Solidarité Numérique qui Transforme des Vies en Côte d'Ivoire



Depuis la Côte d'Ivoire, une histoire émouvante et inspirante fait parler d'elle : celle de "l'Oncle Glacier", un vendeur de glaces de plus de 60 ans, dont la vie a été bouleversée grâce à la puissance des médias sociaux et la générosité d'une influenceuse.

Après avoir passé trois décennies à vendre des glaces, l'Oncle Glacier a révélé hier qu'il n'avait jamais eu en sa possession la somme modeste de 10 000 FCFA pour lui seul. Cette révélation poignante met en lumière les difficultés et la précarité de son existence, malgré son labeur quotidien. Touchée par son histoire, l'influenceuse #HayekHassan a décidé d'agir. Elle a lancé une campagne de collecte de fonds en faveur de l'Oncle Glacier, et la réponse ne s'est pas fait attendre. En un temps record, des millions de FCFA ont été rassemblés, offrant à cet homme humble et travailleur une dignité et des opportunités qu'il n'aurait jamais osé imaginer. Cette transformation extraordinaire, de "Rien à Héros", met en lumière l'impact de la solidarité numérique et le potentiel des médias sociaux à changer des vies. L'histoire de l'Oncle Glacier illustre parfaitement comment la générosité et la bienveillance peuvent transcender les frontières virtuelles pour apporter un changement concret et significatif dans la vie des personnes les plus vulnérables de notre société. En cette période où les médias sociaux sont souvent critiqués pour leur impact négatif, l'histoire de l'Oncle Glacier nous rappelle que ces plateformes ont également le pouvoir de mobiliser, de sensibiliser et de transformer des vies. Elle nous invite à croire en la force de la solidarité et en la capacité de chacun à faire une différence, même à travers un simple clic.

Ainsi, l'Oncle Glacier devient non seulement le symbole d'une transformation personnelle, mais également le témoin privilégié d'une solidarité numérique qui transcende les barrières sociales et économiques pour offrir un nouvel espoir à ceux qui en ont le plus besoin.

Arouna Sidibé

Journée mondiale de donneur de sang : Le ministère de la Santé et du développement social engage une lutte pour intensifier la sensibilisation pour l'autosuffisance de la banque de sang



Donner le sang, est un acte de générosité qui sauve des vies humaines. C'est cela qui constitue l'originalité de la Journée Mondiale du donneur bénévole de sang, célébrée ce 16 juin 2025 dans les locaux du Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) à Quinzambougou. Placée sous la présidence du ministre de la Santé et du Développement Social, le médecin Colonel Assa Badiallo TOURÉ, l'organisation de cette Journée a pour objectif d'intensifier la sensibilisation de la population pour une participation massive et régulière aux dons de sang afin de sauver plus de vie.

La campagne mondiale qui a démarré ce lundi sous le slogan « Donnez votre sang, donnez de l'espoir : ensemble, nous sauvons des vies », met en évidence l'apport précieux des donneurs de sang sur la vie des personnes dans le besoin de transfusion sanguine.

En 2024, le Centre National de Transfusion Sanguine a enregistré 69 503 dons de sang, soit une progression de 25% de donneurs volontaires de sang d'année en année. " Sang donné est égal à vie sauvée", lança le président de l'association des donneurs bénévoles de sang, Dr Pierre KONE. Il a mis en exergue cette étude de l'OMS qui estime que si 1% de la population donnait un peu de son sang, l'humanité n'allait pas souffrir du manque de sang. Et d'en appeler aux uns et aux autres, à faire régulièrement le don de sang car " donner son sang, c'est offrir une opportunité pour l'autre de vivre".

Quant au représentant par intérim de l'OMS, Dr Itama Mayikuli Christian, cette Journée est l'occasion pour sa structure de rendre hommage aux donneurs de sang, non seulement au niveau national, mais aussi, à l'échelle mondiale. Il a exprimé sa satisfaction en ce qui concerne l'augmentation de 4,5% des donneurs entre 2015- 2023 et a recommandé à la jeunesse de continuer à mobiliser de nouveaux et nombreux donneurs.

Le ministre de la Santé et du Développement Social, le médecin colonel Assa Badiallo TOURE, s'est félicité de cette légère augmentation qui demeure, malgré les efforts déployés, bien en deçà de l'objectif assigné par l'OMS qui "recommande aux pays d'atteindre 80% à 100% de dons volontaires pour assurer l'autosuffisance en matière de transfusion sanguine ». Ainsi, poursuit le ministre, « les transfusions sanguines sont vitales pour de nombreuses personnes, en particulier les femmes souffrant d'hémorragies liées à la grossesse ou à l'accouchement, ainsi que les enfants atteints d'anémie sévère due au paludisme ou à la malnutrition ». Elle a saisi cette occasion pour inviter la population à faire du don du sang, une habitude.

Il convient de rappeler que la célébration de cette Journée a été marquée par la remise d'attestations de reconnaissance aux donneurs bénévoles du CNTS qui œuvrent au quotidien pour sauver des vies humaines.

Réseau de Communication MSDS

Primature: Renforcement des Capacités des Cadres de la Primature et de l'Administration en Matière de Marchés Publics



Un séminaire visant à renforcer les capacités des cadres du Cabinet du Premier ministre, du Cabinet de Défense, du Secrétariat général du Gouvernement et de la Direction administrative et financière de la Primature en ce qui concerne les procédures nationales de passation, d'exécution, de contrôle et de règlement des marchés publics s'est tenu ce lundi 16 juin 2025. Sous la présidence du Directeur de Cabinet adjoint du Premier ministre, Youssouf Sanogo, cet événement a été animé par l'Autorité de régulation des marchés publics et des délégations de service public (ARMDS).

Au cours de ce séminaire, les cadres ont eu l'opportunité de renforcer leurs compétences sur divers aspects liés aux marchés publics et aux délégations de service public. Cela inclut notamment l'évolution du cadre législatif, réglementaire et institutionnel dans ces domaines, les procédures de passation des marchés publics et des délégations de service public, ainsi que le processus d'élaboration des dossiers types d'appels d'offres et des demandes de propositions types. De plus, les participants ont pu s'initier au suivi, à l'exécution et au contrôle des marchés publics, ainsi qu'aux procédures relatives aux recours et au règlement des différends dans ces domaines. Selon le président de l'ARMDS, Alassane Ba, ce séminaire s'inscrit dans la stratégie nationale de formation qui prévoit des programmes de formation annuels. Il a souligné que jusqu'à présent, environ 6 000 acteurs de la commande publique ont été formés à travers le pays, de Kayes jusqu'à Kidal, couvrant les acteurs de l'Administration, y compris les collectivités, ainsi que les acteurs du secteur privé et de la société civile.

Ce séminaire de renforcement des capacités se poursuivra jusqu'au vendredi 20 juin 2025, offrant aux participants une occasion précieuse d'approfondir leurs connaissances et leurs compétences dans le domaine des marchés publics et des délégations de service public.

Fatou Sissoko

INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GENERALE
SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

La Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à l'arrêt définitif des paiements des pensions de l'année 2024, le mercredi 30 avril 2025.

Pour ceux qui n'ont pas encore touché leurs pensions et rentes: ils peuvent se présenter dans les lieux habituels de paiement. Passé ce délai, les montants seront reversés à la partie ivoirienne.
La Direction des relations extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 10 mars 2025
La Direction

© SRP INPS 2025

Equipements militaires : Drabo et Dabitao rejettent les accusations



Le mercredi et jeudi derniers, la Cour a poursuivi les auditions sur le dossier des matériels et équipements militaires, cette fois avec deux hauts gradés de l'armée : Le général de brigade Moustapha Drabo, ex-directeur de la Direction du matériel, des hydrocarbures et du transport des Armées (DMHTA) et le colonel-major Nouhoum Dabitao, ancien directeur du commissariat des Armées. Face aux accusations de faux, usage de faux et atteinte aux biens publics, les deux officiers ont nié en bloc toute implication dans des pratiques frauduleuses liées à l'achat de l'avion présidentiel et à la surfacturation des équipements militaires.

Après deux jours d'audition intense de l'ex-directeur de cabinet d'IBK, Mahamadou Camara, la Cour a convoqué, ce mercredi matin, le général Drabo pour qu'il explique son rôle dans les contrats militaires. Son intervention s'est articulée autour de trois axes : la réception des 281 véhicules militaires, la formation et la maintenance des équipements et les divergences entre les rapports des différents services concernés.

D'emblée, le général Drabo a rappelé avec fermeté la mission principale de la DMHTA, qui dépend de l'État-major général des Armées. Il a souligné que cette direction est responsable du soutien logistique des unités militaires, notamment la maintenance et l'approvisionnement en matériels, munitions et carburants.

Concernant son implication dans l'acquisition des équipements militaires, le général Drabo a expliqué à la Cour le fonctionnement habituel.

"Chaque année, les états-majors des différentes armées expriment leurs besoins en matériels et équipements. La DMHTA compile ces besoins et les transmet au ministère de la Défense, avec ampliation au chef d'État-major général", explique-t-il.

Cependant, il précise qu'en 2013, le processus habituel n'a pas été respecté en raison de l'urgence de la situation militaire. Selon lui, feu Soumeylou Boubèye Maïga, alors ministre de la Défense et des Anciens combattants, a choisi de contourner l'État-major général et de s'adresser directement à lui.

« Le ministre m'a appelé personnellement pour exprimer les besoins de l'armée de terre. J'ai donc rédigé ces besoins et les lui ai remis dans le cadre du protocole d'accord avec une société privée », ajoute-t-il.

Le rapport du Vérificateur général met en lumière plusieurs irrégularités notamment un double paiement de 939 millions de F CFA pour le transport des équipements depuis la France. Une disparité de facturation sur le volet formation, initialement prévu à 14 millions de F CFA, mais finalement porté à 23 millions de FCFA.

Le général Drabo rejette ces chiffres, affirmant que les 281 véhicules prévus dans le protocole Guo Star ont bien été livrés et enregistrés. Il a présenté à la Cour la liste du personnel formé à l'utilisation des équipements, le registre d'immatriculation des 281 véhicules militaires.

Interrogatoire

Convaincu de l'existence de faux, usage de faux et atteinte aux biens publics, le parquet général, dirigé par Koké Coulibaly, a soumis





Drabo à une série de questions. Avez-vous été impliqué dès le départ dans une falsification des documents ?

"Non, M. le procureur."

Votre travail n'a-t-il pas été entaché de fraude ?

"Non, M. le procureur. La DMHTA ne signe pas les contrats, elle ne participe pas à l'élaboration des procès-verbaux de réception.

Notre mission est de recevoir les matériels, les immatriculer et les distribuer aux différentes unités."

Pouvez-vous fournir une traçabilité et les caractéristiques des véhicules livrés ?

"Tous ces véhicules sont sur le terrain."

Avant que le général Drabo ne puisse détailler les caractéristiques des véhicules, la Cour a interrompu son intervention, estimant qu'une telle révélation pourrait compromettre la sécurité des soldats en opération.

Le jeudi, la Cour a poursuivi les auditions avec le colonel-major Nouhoum Dabitao, ancien directeur du Commissariat des Armées, afin qu'il expose sa version des faits.

Tout comme le général Moustapha Drabo, il affirme avoir été contacté directement par le ministre de la Défense pour exprimer les besoins de l'armée. Ces besoins portaient principalement sur l'habillement, le couchage, le campement et l'alimentation des Forces armées maliennes.

À la barre, après une explication détaillée de la nomenclature budgétaire et du rôle du Commissariat des Armées, le colonel Dabitao a contesté les faits et le montant du détournement mentionné dans l'arrêt de renvoi.

"M. le président, je ne comprends pas. Le marché portant sur l'habillement, le couchage, le campement et l'alimentation des Forces armées maliennes s'élève à 34 milliards F CFA, alors qu'on me reproche un détournement de 36 milliards F CFA. D'où vient cette disparité ?"

Lors des échanges avec la Cour, M. Dabitao a confirmé avoir attesté la livraison de tous les équipements, mais il ne dispose pas des bordereaux de livraison nécessaires.

Cette absence de documents a suscité des doutes parmi les magistrats, le parquet général et le contentieux de l'État quant à la conformité des livraisons effectuées.

Toutefois, il a pu présenter une dizaine de procès-verbaux et des bordereaux d'ordres d'entrée et d'affectation des matériels militaires, considérés comme essentiels pour la traçabilité des équipements.

"Entre août 2014 et juillet 2015, tous les matériels commandés ont été livrés par le fournisseur. Il y a eu neuf livraisons. En 2014, les militaires ont été bien dotés : chaque soldat a reçu trois tenues et divers accessoires.

C'était une première depuis l'époque de Kissima Doukara", précise-t-il.

"Pour information, c'est moi qui ai créé le logo des FAMa. Je ne reconnais donc aucune des accusations portées contre moi", martèle-t-il.

Secret Défense

Le "Secret Défense" est une classification qui restreint l'accès aux informations sensibles liées à la sécurité nationale et aux marchés militaires, notamment l'achat d'hélicoptères et d'autres équipements.

Lors des auditions, il a été révélé que le protocole Guo Star, qui concernait les équipements militaires, a été conclu sous le sceau du "Secret Défense".

Le ministère public a alors soumis Nouhoum Dabitao à une série de questions.

M. Dabitao, avez-vous vu le mandat avant d'exprimer les besoins ?

"Oui, je l'ai vu avant l'expression des besoins."

Ce mandat comporte-t-il un faux ?

"Non. J'ai seulement transmis l'expression des besoins."

Pouvez-vous identifier dans le protocole la partie où les équipements militaires ont été conclus sous le sceau Secret Défense conformément à l'article 8 du Code des marchés ?

En feuilletant le document, M. Dabitao n'a pas pu identifier la section en question.

Cette incapacité à répondre a conforté le parquet général, qui affirme que le contrat des équipements militaires n'a pas été conclu sous le sceau de l'article 8 du Code des marchés. A la demande du parquet, la Cour a ordonné à la greffe de consigner cet élément dans le registre du procès.

Le parquet général atteste que l'expression des besoins a joué un rôle central dans cette affaire, ayant engendré un préjudice grave aux finances publiques.

Face aux accusations du ministère public, la défense s'est insurgée contre ces arguments, les qualifiant de contradictoires et peu convaincants.

Selon Me Mamadou Bobo Diallo, avocat de Moustapha Drabo le parquet n'a rien comme preuve. "Le parquet est à court d'arguments pour prouver la culpabilité des accusés, c'est pourquoi il divague. Tantôt il affirme que tout est parti du mandat de Mahamadou Camara, tantôt c'est la garantie autonome de Mme Bouaré, puis maintenant c'est l'expression des besoins qui serait à l'origine du problème. En réalité, le parquet n'a rien", estime Me Diallo.

La semaine qui débute marque un tournant clé dans le procès, avec l'ouverture de la phase des témoignages. Une vingtaine de témoins, principalement d'anciens directeurs des Finances et du Matériel (DFM) et contrôleurs financiers, seront entendus par la Cour à charge ou à décharge.

Parmi les auditions les plus attendues, celles du Secrétaire général du ministère de la Défense et des Anciens combattants, le général Sidiki Samaké, du lieutenant-colonel Coumba Diarra, qui a pris part à six procès-verbaux de réception, ainsi que du directeur général de la Banque Atlantique, Mahamane Ismaël Maïga. Ces auditions seront scrutées avec attention.

Une confrontation sous haute tension

Le jeudi 19 juin 2025 est une date clé fixée par la Cour pour la comparution de deux figures majeures : l'ancien Premier ministre Oumar Tatam Ly et l'ex-ministre du Budget Madani Touré. Bien que déjà auditionnés devant la Chambre d'instruction de la Cour suprême, ils devront témoigner publiquement lors de cette phase décisive du procès.

Lors de son audition, Madani Touré a affirmé ne pas avoir eu connaissance de l'achat de l'avion présidentiel, une déclaration contestée fermement par Mme Bouaré Fily Sissoko. Pour appuyer ses propos, cette dernière a soumis à la Cour des échanges d'e-mails prouvant que l'acquisition de l'appareil avait été discutée entre Madani Touré, elle-même et Marc Gaffajoli.

Marc Gaffajoli, acteur clé du secteur aérien africain, est également impliqué dans cette affaire en tant qu'administrateur général d'Afrijet, une société de location d'avions basée au Gabon et conseiller du gouvernement malien pour cette transaction.

Face aux contradictions entre les déclarations des protagonistes, le président de la Cour, Bamassa Sissoko, a annoncé qu'une confrontation serait organisée entre Mme Bouaré Fily Sissoko et Madani Touré, en présence de Ben Bouillé, l'ex-directeur du Trésor sur la question qui a ordonné le décaissement des 15 milliards F CFA.

Reste à savoir si Madani Touré se présentera devant la Cour à la date fixée pour cette audience cruciale.

Affaire à suivre en détail dans notre prochaine parution

Ousmane Mahamane



Promesse fantôme : La relance du train voyageur s'enliserait-elle définitivement ?



Lancé comme un symbole fort de souveraineté retrouvée et de relance économique sous la Transition, le projet de réhabilitation du train voyageur du Mali semble désormais enlisé dans un silence qui en dit long. Deux ans après le dramatique accident survenu près de Mahina, le chemin de fer, autrefois colonne vertébrale du désenclavement de l'Ouest malien, demeure désespérément muet.

UNE RELANCE ATTENDUE, MAIS FRAGILE

Lorsqu'en mai 2023 le sifflet du train voyageur a retenti après des années d'arrêt, les populations des régions de Kayes et Kita ont cru assister à un véritable tournant. Ce retour du rail — longtemps considéré comme moribond — avait été présenté par les autorités comme un des grands succès de la Transition. Pourtant, les premières rotations ont rapidement montré les limites du dispositif. Matériel vieillissant, voies dégradées, fréquences irrégulières, difficultés de maintenance : la résurrection du chemin de fer était plus fragile qu'on ne voulait bien le reconnaître.

Le coup de grâce est survenu en novembre 2023, lorsque la locomotive CC2207 a été victime d'un accident dans les environs de Mahina. Depuis cet événement, aucune rame ne circule plus, et le projet est entré dans une zone d'ombre qui alimente aujourd'hui colère, scepticisme et soupçons au sein des populations concernées.

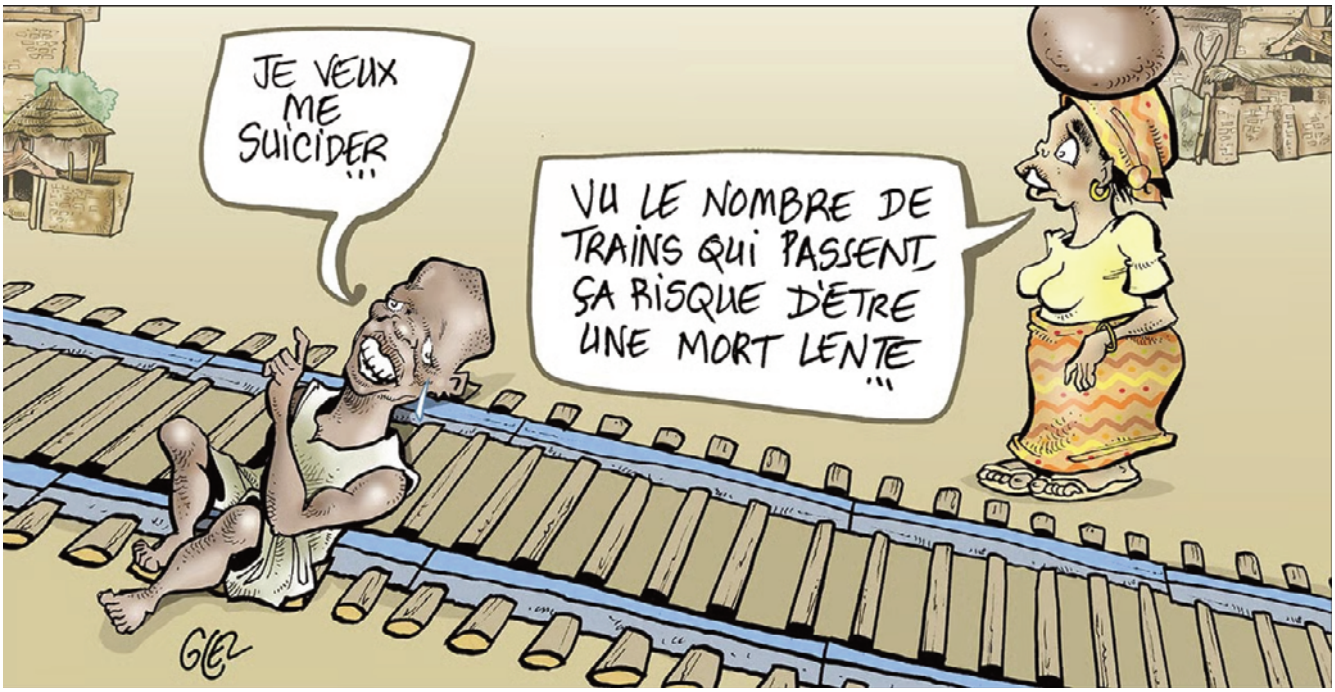
UN DÉSENCLAVEMENT STRATÉGIQUE EN SUSPENS

L'enjeu dépasse le simple symbole. Pour les populations de l'Ouest malien, le train n'est pas un luxe mais une nécessité. Les routes reliant Bamako à Kayes sont dans un état de dégradation avancée, rendant tout déplacement long, coûteux et périlleux. À cette situation déjà difficile s'ajoute l'insécurité grandissante dans certaines zones où opèrent des groupes terroristes, notamment dans le cercle de Nioro et certaines zones de Kita. Dans ce contexte, la voie ferrée demeure la seule alternative sécuritaire et économique pour le transport des marchandises et des voyageurs.

« Depuis que le train est à l'arrêt, c'est toute l'économie locale qui en souffre. Les commerçants peinent à acheminer leurs produits, les habitants mettent des jours à rejoindre Bamako, et la pression sur les routes favorise accidents et insécurité », témoigne un commerçant de Kita.

UNE GESTION QUI INTERROGE

Plus de sept ans après les premières annonces de réhabilitation, l'absence de plan clair et cohérent soulève aujourd'hui de nombreuses interrogations sur la gouvernance du dossier. La SOPAFER-SA, en charge de la gestion du patrimoine ferroviaire, semble incapable de proposer aux autorités un schéma de relance techniquement viable et économiquement soutenable.



Certains dénoncent une gestion marquée par des choix incohérents et une opacité préoccupante. Exemple frappant : l'acquisition récente de trois véhicules administratifs et d'une bourreuse — machine servant à l'entretien des voies — pour des montants avoisinant plusieurs centaines de millions de francs CFA. Or, ces équipements ont été achetés alors même que le réseau est totalement à l'arrêt depuis près de deux ans.

« Comment peut-on investir des centaines de millions dans du matériel d'entretien, alors qu'aucun plan de circulation n'est en vigueur et qu'il n'y a même plus de calendrier de reprise ? C'est une aberration », s'indigne un ancien cadre du ministère des Transports sous couvert d'anonymat.

UN RISQUE POLITIQUE POUR LA TRANSITION

Pour le président de la Transition, le dossier du train voyageur devient progressivement un sujet politiquement sensible. Présentée comme une vitrine du redressement national, cette promesse non tenue risque d'éroder la confiance populaire, notamment dans des régions historiquement très sensibles au développement des infrastructures.



Plusieurs voix au sein de la société civile et du secteur des transports appellent désormais à une clarification urgente du gouvernement. « Le président doit dire aux Maliens la vérité : soit il y a un plan sérieux de relance ferroviaire avec des financements identifiés et des partenaires solides, soit il faut admettre que ce projet a été mal préparé dès le départ », estime un syndicaliste du secteur des transports.

UN AVENIR INCERTAIN

Face à ces critiques, les autorités restent pour l'heure silencieuses. Ni le ministère des Transports, ni la SOPAFER-SA ne communiquent sur les éventuelles solutions envisagées pour sauver le projet. Des discussions avec des partenaires techniques étrangers avaient un temps été évoquées, mais semblent aujourd'hui au point mort.

Pendant ce temps, les rails désertés de Kayes à Bamako continuent de rouiller sous le soleil malien, et les populations concernées s'enfoncent chaque jour un peu plus dans l'amertume et le désenchantement.

Là où certains espéraient voir renaître un symbole de modernisation et d'unité nationale, il ne reste pour l'heure qu'une promesse suspendue, fragilisée par les lenteurs administratives, les erreurs de gestion et le manque de vision stratégique.

Mohamed N'Diaye

OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

De 18 mois à 15 ans de pouvoir sans limite : Des acteurs publics s'insurgent



Ce n'est qu'une question de jours voire de semaines avant l'examen, par le Conseil national de Transition, l'organe législatif de transition, du sulfureux projet de loi issu du dernier conseil des ministres. Il s'agit du texte portant révision de la Charte de la Transition dans le sens d'une prolongation de la Transition d'une durée de 5 ans renouvelables à compter de 2025. Selon l'argumentaire déroulé par le gouvernement, cette troisième rallonge de la Transition est une réponse aux attentes populaires voire la volonté exprimée par les Maliens sous forme de recommandations lors du Dialogue National Inter-Maliens. Sans avoir figuré dans les termes de référence desdites concertations, la mise en œuvre «des 5 ans renouvelables» passe du rang de mesure accessoire à prioritaire et surplombe ainsi le motif initial de la concertation des «forces vives» (la paix et la réconciliation des Maliens), au gré de leur commanditaire et bénéficiaire.

Ce brouillage spectaculaire des cartes tire argument néanmoins d'un besoin d'harmonisation du régime d'exception malien avec ceux des autres pays de l'AES avec lesquels notre pays partage tant de défis et objectifs sine qua non d'une fin de transition : pacification et totale du territoire, lutte contre les déstabilisations extérieures et l'atteinte aux intérêts vitaux des populations, etc. Ainsi, de 18 mois à 5 années de promesses et attentes illusoires, le retour à l'ordre constitutionnel est théoriquement plongé dans 10 autres années d'incertitudes. Il en résulte un total de 15 années de régime totalitaire et autocratique, de déséquilibre inter-institutionnel et de pouvoir sans limite aux dépens de l'indépendance de la justice ainsi que de la souveraineté du peuple que seule l'expression de suffrages permet d'affirmer. En définitive, ne s'y prendrait guère différemment qui voudrait se venger de la démocratie pour l'avènement de laquelle le régime militaire du General Moussa Traoré et remettre en cause les droits et libertés fondamentaux. De quoi susciter une vague inédite d'indignations dans les rangs d'acteurs de la scène publique qui n'ont plus rien à perdre en protestant contre une mesure qui enterre leurs ambitions et annihile des décennies d'efforts politiques pour certains d'entre eux. De Me Mountaga Tall à Ibrahim Touré et Yaya Sangaré en passant par Moussa Mara et Yeah Samaké, la retenue habituelle s'est éclipsée au profit d'une combativité que les uns et les autres ont exprimée en rivalisant de rhétoriques agressives. Dans des communiqués largement diffusés sur les réseaux sociaux, c'est la même constance : une dénonciation et un rejet sans fioriture du processus de révision de la Charte de la Transition.

Yeah Samaké relève ainsi un projet de loi «élaboré sans légitimité populaire ni débat inclusif» et une violation par conséquent de l'esprit de la transition telle qu'annoncée au peuple malien après le double putsch de 2020 et 2021. Un brutal coup d'arrêt aux aspirations du Mali à la démocratie et une confiscation du pouvoir aux dépens du «retour pacifique à l'ordre constitutionnel», a en a déduit le président d'honneur du PACP dissout.

Pour l'ancien PM Moussa Mara, le projet de loi est surtout porteur de menace et de risque de dislocation pour l'Etat, la société et la Nation, tandis que l'ancien ministre Yaya Sangaré y voit

une insulte à tous ceux qui, depuis des décennies, luttent pour la démocratie. Et pour cause, il enterre «notre démocratie acquise au prix du sang des Martyrs et réduit les populations maliennes en simples sujets contraints à subir les souffrances de la résignation», estime-t-il, en rappelant que les élections constituent le seul moyen d'accès aux fonctions politiques. L'ancien député de Yafolila dit « NON » à ce qu'il assimile à «confiscation brutale du pouvoir d'Etat» sur fond de manœuvres pour retarder l'inéluctable : l'avènement d'un pouvoir légitime consacré par les textes en vigueur dont la Constitution et la Charte de la Transition.



À travers ce qu'il désigne comme la voie du salut, la figure Me Tall exhorte pour sa part les autorités de transition à un renoncement au rallonge de 5 ans renouvelables au profit d'une nouvelle échéance de fin de la Transition assortie d'un chronogramme électoral consensuel et irrévocable, conformément à la Charte de la Transition, à la Constitution et aux engagements pris devant le Peuple malien. Dans la même veine, Me Tall plaide pour la libération de tous les prisonniers d'opinion en clôturant leurs dossiers judiciaires. Sur un ton beaucoup plus conciliant que déclamatoire, le célèbre avocat croit encore aux vertus du dialogue et à l'indulgence des pouvoirs. Il leur suggère ainsi une réhabilitation des partis politiques et organisations dissouts, après examen de rationalisation, de moralisation et de corrections des lacunes de la classe politique. L'ancien président du CNID demande en outre aux autorités de favoriser le retour des exilés qui ne font pas l'objet de poursuites judiciaires, de donner des garanties d'une justice impartiale à ceux qui sont poursuivis et d'engager des négociations avec certains groupes armés dans le strict respect des principes démocratiques et républicains.

Quant à Oumar Ibrahim Touré, il exhorte les autorités de la Transition au discernement et à la mesure, tout en mettant en garde contre toute posture susceptible de compromettre la cohésion nationale. Le Mali a besoin d'un sursaut d'unité, de concertation et d'inclusivité pour faire face aux défis multiples auxquels il est confronté, martèle-t-il, comme pour faire allusion aux échos que pourraient avoir les sirènes djihadistes qui résonnent dans le sens d'une alliance avec les politiques contre les pouvoirs.

Quoi qu'il en soit, la dissolution des partis n'aura pas atteint ses objectifs si le dessein était de museler les acteurs. Elle a plutôt produit un effet boomerang pour avoir délié les langues et libéré les anciens leaders du devoir de prendre en compte l'intérêt collectif dans la gestion de leurs organisations respectives.

Amidou Keita
Source : Le Témoin



Lettre à grand-père : La mort de l'empathie !

Que deviendra le monde sans empathie ? Oui cette capacité de se mettre à la place de l'autre. Oui, à la place de cette femme mère, de cet homme père. De cette sœur, de ce frère. De l'époux et de l'enfant de l'autre. Cette attitude purement humaine relèverait de la plus haute fonction de la raison. Elle fait l'humain, l'empathie !

Oui le fait de pouvoir de se mettre à la place de cette femme mère du soldat qui tombe sur le champ d'honneur. Oui l'empathie de pouvoir se mettre à la place de cet homme qui perd un fils. Cette femme qui ne verra plus jamais son époux. Ce soldat, ce militaire parti à jamais. Cet orphelin innocent dont le monde change à jamais et perd un pilier si fondamental.

Oui l'empathie de ne pas être Dogon mais d'entendre les cris de ces femmes innocentes et ces hommes qui vivent le carnage nuit et jour. L'empathie de pouvoir vivre leur malheur et d'être attentif à leur cri de cœur. Ces champs et ces greniers qui partent chaque jour en fumée. Cette jeunesse qui vit le terrorisme. L'empathie d'être sans être.

Sans oublier le Peulh et le Touareg innocents et qui passent au mouroir sans enquête ni jugement. L'empathie d'écouter le cri de ces hommes aux yeux bandés en fil de rang à Diafarabé, à Sebabougou et autres. Hélas ! Pourquoi ne pas entendre le cri des hommes qui demandent juste enquête et jugement. Les présumés coupables le font-ils pour le Mali ?

L'empathie face à ces jeunes qui peuvent être innocents et même coupables de vols ou autres crimes, doivent-ils être lynchés, brûlés et tués ? Doit-on continuer à nous rendre justice sans aucune enquête, sans aucune investigation et sans aucun jugement ? Ce chemin est-il le bon le chemin ? Faut-il être monstre pour vaincre le mal ? Est-il nécessaire aujourd'hui de perdre l'empathie ?

Faut-il continuer ces tueries populaires et extra-judiciaires et espérer la paix ? Quel si grand mal, nous est-il arrivé ? Quelle transformation avons-nous subie ? Pour atteindre ce stade. Souvent des vidéos, où certains crient aller manger le foie de leur prochain, après l'avoir tué et éventré. Quelle ignominie ? Que nous arrive-t-il enfin?

Il est temps que la justice dise : « Stop » ! « Stop » ! Avant que le crime et la violence ne deviennent culture. « Stop » ! A quelle image diffuser et quel commentaire poser? Pensons aux enfants et à leur éducation. Et éviter de normaliser l'injustice et selon les victimes. Ça tue l'empathie et c'est un très mauvais présage!

A ma 303ème lettre, mardi prochain. Inch'Allah!

Lettre de Koureichy
Source : Mali Tribune



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Faits divers : Quand l'autorité du chef de famille vire au drame



Ce qui n'était qu'une dispute familiale a viré au drame dans un quartier de Sikasso.

M.S., 58 ans, père de famille connu pour son autorité rigide, a été hospitalisé après avoir été violemment pris à partie par ses deux fils, excédés par des années de brimades.

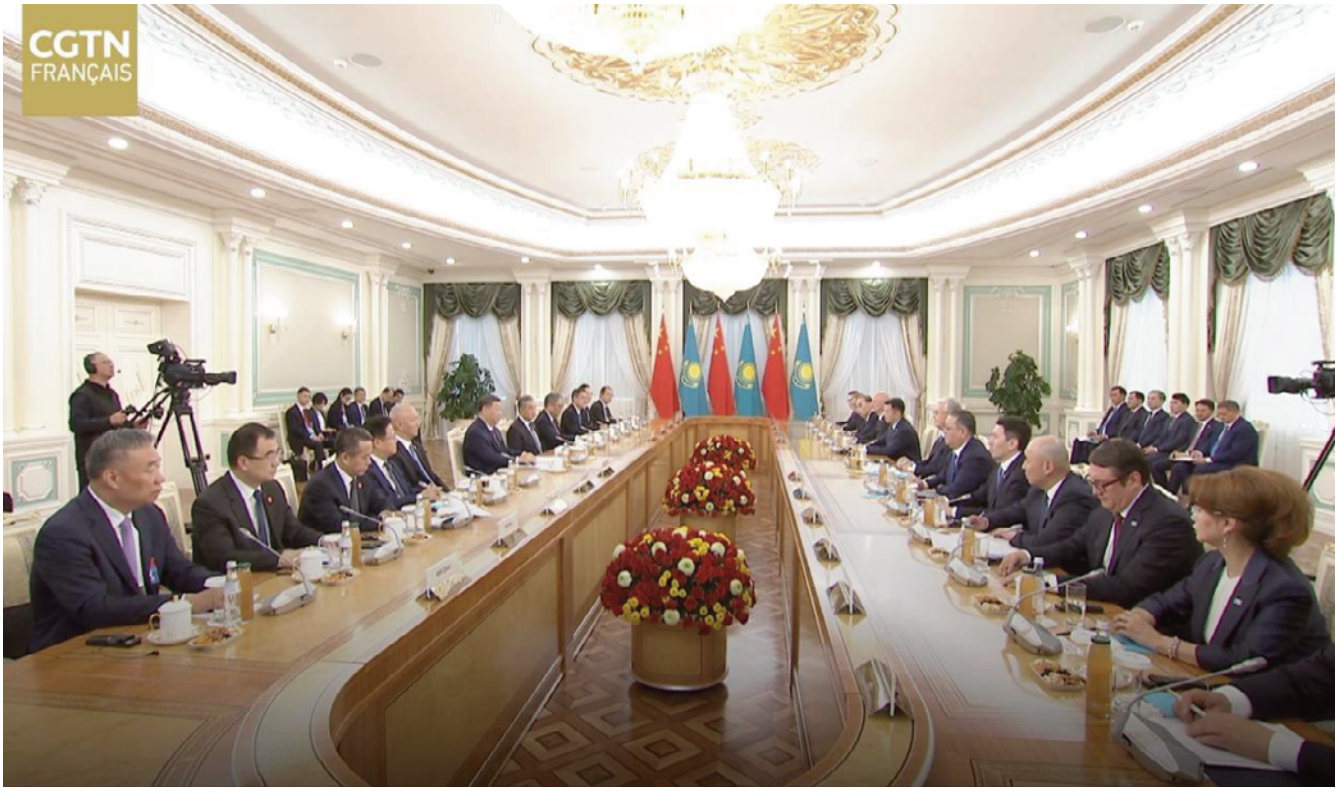
D'après des témoignages de voisins, M.S. régnait sans partage sur sa maison. Il contrôlait tout : les sorties, les communications, les décisions. Aucune contestation n'était tolérée. Sa femme, souvent en larmes, se plaignait en silence d'un comportement tyrannique. Le 2 juin au soir, une dispute a éclaté au sujet du mariage du fils aîné, projet que le père a rejeté d'emblée. Dans un accès de colère, le jeune homme de 25 ans, épaulé par son frère cadet, aurait bousculé son père, provoquant une violente chute.

M.S. a été retrouvé inconscient par des voisins. Transporté en urgence au Cscom, il souffre de plusieurs côtes fracturées et d'un traumatisme crânien léger. Les deux fils ont été interpellés par les forces de l'ordre et placés en garde à vue. Le drame a provoqué une onde de choc dans le quartier. Si le geste des fils est condamné par beaucoup, d'autres pointent la responsabilité du père, dont l'autorité jugée excessive aurait transformé le foyer en poudrière.

Aujourd'hui, c'est l'image d'un chef de famille autoritaire, sourd au dialogue, qui vacille sous le poids de son propre pouvoir.

Bintou Diarra
Source : Arc en Ciel

Xi Jinping : La Chine est disposée à travailler avec le Kazakhstan pour contribuer davantage à la paix et au développement régionaux et mondiaux



Le 16 juin, lors d'une rencontre historique à Astana, le président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev a eu des discussions fructueuses avec son homologue chinois, Xi Jinping. Cette réunion marque un nouveau jalon dans les relations entre la Chine et le Kazakhstan, mettant en avant une amitié solide et une coopération fructueuse.

Le président Xi a souligné l'importance des liens entre les deux pays, soulignant que malgré les changements internationaux, la relation sino-kazakhe a su maintenir un niveau de développement élevé. Il a mis en avant la proximité géographique et l'amitié de longue date entre les peuples chinois et kazakh, ainsi que le choix délibéré des deux nations de poursuivre leur développement conjointement.

La Chine a toujours considéré le Kazakhstan comme un partenaire stratégique à long terme et est engagée à renforcer davantage les liens bilatéraux. Le président Xi s'est engagé à consolider l'amitié sino-kazakhe et à contribuer à la paix et au développement régionaux et mondiaux. Il a souligné l'importance de la stabilité et de l'énergie positive des relations sino-kazakhes pour promouvoir un environnement propice à la coopération et à la prospérité mutuelle.

Cette rencontre entre les présidents Tokaïev et Xi marque un nouveau chapitre dans l'histoire des relations sino-kazakhes, ouvrant la voie à une coopération renforcée dans divers domaines tels que l'économie, la culture et la sécurité. Les deux pays sont déterminés à travailler ensemble pour construire un avenir commun basé sur le respect mutuel, la confiance et la coopération gagnant-gagnant.

La rencontre entre les présidents Kazakh et Chinois à Astana a renforcé les liens d'amitié entre les deux pays et ouvert de nouvelles perspectives pour une coopération mutuellement bénéfique. Cette relation stratégique entre la Chine et le Kazakhstan continuera à jouer un rôle crucial dans la promotion de la paix et du développement dans la région et au-delà.

Arouna Sidibé avec cgtn.com

Chine : « Citations classiques par Xi Jinping » diffusées dans cinq pays d'Asie centrale



La version internationale de « Citations classiques par Xi Jinping », un programme télévisé multilingue produit par China Media Group (CMG), a été diffusée au Centre présidentiel du Kazakhstan lundi, avant le deuxième sommet Chine-Asie centrale.

L'émission est diffusée à partir du 16 juin à l'échelle nationale sur les réseaux de télévision d'État des cinq pays d'Asie centrale et sur les principales plateformes médiatiques.

Le président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev a envoyé une lettre de félicitations pour la diffusion de l'émission.

Le programme télévisé, qui reprend des citations d'anciens classiques chinois utilisées par M. Xi dans ses discours et ses articles, se concentre sur des thèmes tels que l'ouverture et la coopération, le développement technologique, la protection de l'écologie et de l'environnement et l'innovation culturelle.

Grâce à une perspective internationale et à une narration vivante, il offre aux téléspectateurs d'Asie centrale un aperçu des fondements historiques et culturels profonds de la philosophie de gouvernance de M. Xi, tout en présentant les diverses dimensions de la modernisation chinoise.

Erlan Karin, conseiller d'État du Kazakhstan, et d'autres professionnels de la culture et des médias d'autres pays d'Asie centrale tels que le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, ont déclaré que le programme jettera un nouveau pont pour permettre aux peuples d'Asie centrale de mieux comprendre le développement de la Chine dans la nouvelle ère, de percevoir le charme unique de la culture chinoise et de fournir une force spirituelle durable pour la construction d'une communauté d'avenir partagé Chine-Asie centrale plus étroite.

Les journaux officiels du gouvernement kazakh et les plus influents, « Kazakhstan Pravda » (version russe) et « Sovereign Kazakhstan », ont tous deux publié la nouvelle en première page.

La nouvelle a également été diffusée par les principaux médias d'Asie et d'Europe, notamment l'Agence nationale de presse du Tadjikistan (Khovar) et News.Net du Turkménistan.

Source: cgtn.com

Les Jeux de l'Alliance des Etats du Sahel : Plus de 500 athlètes attendus à Bamako



La capitale malienne, Bamako, accueillera du 21 au 28 juin prochain une compétition sportive majeure réunissant plus de 500 athlètes et encadreurs des trois pays membres de l'Alliance des Etats du Sahel (AES). L'annonce a été faite lors d'une conférence de presse à Ouagadougou par le ministre burkinabè des sports, de la jeunesse et de l'emploi, Roland Somda.

Les athlètes des pays membres de l'AES auront l'opportunité de s'affronter dans neuf disciplines différentes, notamment le football, la lutte traditionnelle, le bras de fer sportif, le tir à l'arc, l'athlétisme et les arts martiaux (karaté do, le kung-fu wushu, judo et taekwondo). Les équipes de football U17 seront présentes pour cette compétition, offrant ainsi une opportunité d'observer de nouveaux talents pour renforcer les équipes en vue de la prochaine coupe du monde de la catégorie.

Chaque pays participant devra envoyer une délégation de 91 athlètes accompagnés d'encadreurs et d'officiels. La délégation burkinabè sera composée de 130 personnes, incluant des athlètes, des encadreurs, des officiels et des supporters. Au total, plus de 20 000 personnes des trois pays sont attendues pour cet événement, un chiffre qui pourrait augmenter en raison de la présence du pays hôte et des diverses communautés présentes au Mali.

Les Jeux de l'Alliance des Etats du Sahel visent à renforcer les liens entre les jeunes sahéliens, à promouvoir la paix, la solidarité, l'excellence sportive, tout en offrant une plateforme d'expression citoyenne et d'émulation pour la jeunesse de l'AES. Le sport est considéré comme un outil stratégique de cohésion, d'intégration et de mobilisation de la jeunesse dans un contexte régional en mutation.

Les autorités de l'Alliance du Sahel affirment leur engagement pour une intégration active et durable de la jeunesse sahélienne à travers le sport, vecteur de cohésion, de résilience et d'expression citoyenne. Les organisateurs de la compétition invitent chaleureusement les populations du Sahel à venir soutenir leurs équipes lors de cet événement sportif d'envergure régionale.

Les Jeux de l'Alliance des Etats du Sahel représentent bien plus qu'une simple compétition sportive, mais une occasion unique de renforcer les liens entre les jeunes de la région, de promouvoir la paix et la solidarité, tout en mettant en avant l'excellence sportive et l'expression citoyenne.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous avez retrouvé votre optimisme et rien ne semble pouvoir vous arrêter. Vous ne vous privez pas des plaisirs de l'existence mais pourtant si vous souhaitez garder une bonne forme, penchez-vous sur une meilleure hygiène de vie.
C'est vos liens familiaux qui sont au-devant de la scène aujourd'hui. Vous êtes disponible, de bonne humeur et répondez oui à toutes les demandes. Votre attitude rassure positivement vos proches. Que de bons moments en perspective!

Taureau (20 avril- 19 mai)

Un renseignement vient à point nommé pour vous libérer d'un souci pratique, aujourd'hui. Vous allez devoir puiser dans vos ressources énergétiques, mais vous aurez la satisfaction que ce sera à bon escient.
Aujourd'hui, vous opterez pour un meilleur équilibre en vous aérant et en vous ressourçant au contact de vos proches. C'est avec du baume au cœur que vous vous laisserez aller à d'agréables échanges et moments de détente. Que du positif !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous aurez du mal à faire des compromis. Mais vous vous féliciterez de les faire quand même, par la suite. Vous voici plus serein sur le plan émotionnel, vous parviendrez à gérer plus facilement votre énergie. Le repos vous sera plus profitable que d'habitude. Vous êtes rêveur et dispersé, cela peut vous jouer des tours si vous ne gardez pas au moins un pied sur terre. C'est par contre une bonne occasion de concrétiser un talent, surtout créatif car vous êtes très inspiré et plutôt disponible.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

C'est avec optimisme que vous allez vous tourner tout simplement vers la réalisation de vos projets. Votre forme retrouve un meilleur niveau, vous vous sentez d'aplomb pour affronter ce qui doit l'être, ne vous dispersez pas en paroles stériles. Vous détenez tous les atouts nécessaires pour apporter compréhension, bienveillance, tolérance et douceur dans vos échanges. Les discussions s'annoncent donc agréables et sereines. Le moment est également idéal pour vous détendre, vous relaxer. Alors, profitez-en à 100 %.

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous ne saurez plus par quoi commencer, vous êtes assailli par mille obligations à la fois, triez. Vous allez puiser dans vos ressources pour gérer vos affaires courantes, pensez à vous évader avec vos amis et ceux qui vous sont chers.
Votre esprit est fantaisiste aujourd'hui. Si ça plaît tant mieux sinon tant pis vous ne changerez rien. Pas de doute les autres seront conquis par votre humour parfois un peu décalé. Vous avez besoin de ça pour décompresser.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous êtes plus sérieux et inquisiteur que de coutume... Vos liens amicaux vous dérideraient, ne restez pas seul. Un penchant mélancolique à ressasser le passé vous prive de votre énergie, il faut absolument tourner la page.
Vous ne pouvez pas changer certaines choses en un jour, l'intervention d'un ami est bienfaisante. Vous occultez certains détails importants, attention aux oublis, vérifiez soigneusement ce que vous faites.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous allez avoir l'opportunité de faire la preuve de vos théories, de vos capacités, ne doutez pas de vos talents. Vous avez besoin de vous évader sur le plan mental. Consacrez-vous à vos passions sans culpabiliser !
Aujourd'hui, votre sociabilité vous ouvre de nouvelles possibilités. Vous vous trouvez bien disposé pour comprendre pleinement les autres et collaborer plus étroitement avec vos proches. Vous vous tournez également plus volontiers vers de nouvelles connaissances.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous serez plus détendu, plus tolérant que d'habitude. Ce sont vos proches qui vont être contents ! Vous trouverez votre place dans l'harmonie et vous vous sentirez pleinement apprécié. Tout va pour le mieux !
Vous vous montrez doux et bienveillant tant envers vous-même qu'envers les autres. Votre chaleur est communicative et apporte de la sérénité à ceux qui vous entourent. C'est une excellente journée pour partager un agréable moment avec vos proches !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre activité manque de temporisations aujourd'hui, soit vous vous laissez aller, soit vous en ferez trop. Les astres vous conseillent de mettre de côté les sujets sérieux et de prendre le temps de vous relaxer.
L'épanouissement de votre créativité est favorisé. C'est un excellent moment pour les artistes mais cela touche aussi les amoureux, les vendeurs, les chercheurs, les soignants, les communicants, tous ceux qui ont besoin d'inspiration.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Il serait stérile de vous braquer face aux changements qui sont pourtant indispensables. Tout va bien, ne résistez pas à l'envie de vous aérer, vous y gagnerez en équilibre, tonicité et meilleure mine.
Votre charme qui est en hausse vous facilite le succès. Pour peu que vous osiez aller de l'avant, vos initiatives seront soutenues ! Alors, provoquez les choses et foncez avec vos 4 étoiles en humeur !

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous avez du mal à vous mettre au travail. Ne faites pas d'efforts pour rien, réfléchissez avant de vous lancer. Un besoin de repos se fait sentir. N'en faites pas trop et délassez-vous le plus possible.
L'ambiance est un peu rêveuse, pas très réaliste mais très douce à vivre. Remettez les gros chantiers à plus tard et profitez de cette parenthèse inattendue avec vos êtres les plus chers dans une intimité agréable et sensuelle.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous suivrez un flair infaillible et pourrez aller au fond des choses. Vous aurez raison d'avoir confiance en vous. Fuyez les personnes négatives. Vous avez besoin d'une meilleure qualité relationnelle.
Vous épatez la galerie en exposant vos projets. Vous excellez dans de brillantes démonstrations et séduisez qui bon vous semble. Par contre, vous êtes plus confus et devez éviter les confrontations. Vous n'êtes pas en mesure d'y répondre clairement et dérouteriez l'auditoire.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com